



CREDIT AGRICOLE

Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal



Rapport Annuel 2015



www.cncas.sn

La banque qui partage vos réalités

CARTE DU RESEAU

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SENEGAL



- RESEAU DE DAKAR** (orange dot)
- RESEAU OUEST** (pink dot)
- RESEAU CENTRE** (blue dot)
- RESEAU EST** (purple dot)
- RESEAU NORD** (yellow-green dot)
- RESEAU SUD** (teal dot)

La Banque qui partage vos réalités

www.cncas.sn

Administrateurs

► Etat du Sénégal

Monsieur Bassirou FATY, Président du Conseil

Monsieur Lamine LO, Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural

Monsieur Mamadou NDIAYE, Ministère de l'Économie des Finances et du Plan

► Banque Ouest Africaine de Développement

Monsieur Eric BIO

► Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Monsieur Mamadou CAMARA

► Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal

Monsieur Sidaty DIAGNE

► Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal

Monsieur Mamadou CISSOKHO

► Société de Développement et des Fibres Textiles

Monsieur Ahmed Bachir DIOP

► AMSA Assurances

Madame Fatou Quinet DIENG

► Caisse de Sécurité Sociale

Monsieur Mamadou Racine SY

► Société Nationale de Recouvrement

Monsieur Raymond Babacar Néné MBAYE

Observateurs

Contrôle Financier

Monsieur Amadou Tidiane DIAW

Délégation à la Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique

Monsieur Alioune SARR

Direction

Directeur Général Monsieur Malick NDIAYE

Contrôleur Général Monsieur Baboucar DIOUF

Secrétaire Général Madame Marie Jeanne Gomis SECK

Directeurs

- Monsieur Mademba THIAM
- Monsieur Youssouf DIAGANA
- Monsieur El Hadj Ousseynou GUEYE
- Monsieur Gilbert NDONG
- Mme Ndèye Marie Ndiaye DIÉDHIOU
- Monsieur Seydou KEITA
- Monsieur Moussa SENE

Commissaires aux comptes

Cabinet GAYE & ASSOCIES

(Immeuble Pyramide villa N° 7 VDN)

Cabinet MARIAMA BAH

(32, rue Wagane DIOUF Dakar)



S O M M A I R E



1 - NOTE DE CONJONCTURE	P. 07		
2 - ACTIVITE BANCAIRE	P. 21		
2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES	P. 23		
2.1.1. Ressources clientèle	P. 24		
2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)	P. 26		
2.1.3. Marché Monétaire	P. 26		
2.2. EMPLOI DES RESSOURCES	P. 26		
2.2.1. Opérations de crédit	P. 26		
2.2.1.1. Crédit de campagne (Tableau 3)	P. 26		
2.2.1.2. Crédits ordinaires (Tableau 3)	P. 26		
2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (Tableau 2)	P. 26		
2.2.1.4. Créances impayées (Tableau 3)	P. 27		
2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (Tableau 3)	P. 27		
2.2.1.6. Encours global	P. 28		
2.2.2. Autres emplois	P. 29		
		2.2.2.1. Portefeuille titres	P. 29
		2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires	P. 30
		2.2.2.3. Activités de transfert d'argent	P. 30
		2.2.2.4. Investissements	P. 31
		3. RAPPORT FINANCIER	P. 35
		3.1 COMPTE DE RESULTAT (Tableau 1-2-5-6)	P. 36
		3.1.1 CHARGES	P. 36
		3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire	P. 36
		3.1.1.2 Charges générales d'exploitation	P. 36
		3.1.1.3 Autres charges	P. 37
		3.1.2 PRODUITS	P. 37
		3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire	P. 38
		3.1.2.2 Autres produits	P. 39
		3.1.3 RESULTATS	P. 39
		3.2 BILAN (Tableau 3-4)	P. 39
		3.2.1 ACTIF DU BILAN	P. 39
		3.2.2 PASSIF DU BILAN	P. 40
		3.3 RATIOS PRUDENTIELS (Tableau 7)	P. 40





La Banque qui partage vos réalités



www.cncas.sn

1. NOTE DE CONJONCTURE

I - NOTE DE CONJONCTURE

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au terme de l'année 2015, **l'économie mondiale** s'est révélée moins dynamique que prévue. En effet, d'après le dernier rapport d'octobre 2015 du FMI, la production mondiale devrait connaître une expansion de 3,1% (contre une prévision antérieure de 3,5%), après une croissance de 3,4% en 2014. Cette faiblesse est imputable, aussi bien, aux économies avancées qu'aux pays émergents et en développement, dont les prévisions de croissance ont été revues à la baisse respectivement à 2,1% et 4,2%.

Au niveau de la zone euro et au Japon, l'activité, prévue en hausse respectivement de 1,5% et 0,8%, s'améliore progressivement, sous les effets combinés de la faiblesse des

prix du pétrole, de la dépréciation de l'euro et du yen mais également à la faveur des politiques monétaires accommodantes.

En revanche, en **Afrique subsaharienne**, l'activité économique afficherait un net ralentissement (+3,8% contre 5% en 2014), sous l'effet, notamment, de la baisse des produits de base qui a particulièrement affecté l'économie nigériane, mais également du durcissement des conditions de financement dans un environnement international peu porteur.

S'agissant des cours des **matières premières**, leur niveau baisserait globalement de 10% en 2015 après une progression de 0,7% en 2014.





Cette évolution serait liée à la chute du marché du pétrole de 46,4% en 2015 après une contraction de 7,4% en 2014. Hors combustibles, les cours des matières premières reculeraient de 16,9% en 2015 contre un repli de 4% un an auparavant.

En 2016, les prix des **produits de base** resteraient sur une tendance à la détente ; le cours du baril de pétrole est, ainsi, projeté en repli de 2,4%. Les cours des matières premières, hors combustible, se replieraient, pour leur part, de 5,1% en moyenne.

Les **prix à la consommation**, pour leur part, seraient globalement stables dans les pays avancés en 2015 après avoir progressé au rythme de 1,4% au cours des deux dernières années. Cependant, dans les économies

émergentes et en développement, l'inflation s'établirait à 5,6% en 2015 contre 5,1% un an auparavant. En 2016, l'inflation devrait rester à des niveaux modérés avec un taux de 1,2% attendu dans les pays avancés et de 5,1% dans les pays émergents et en développement.

Sur le marché **financier international**, le marché des capitaux bénéficie de la faiblesse des coûts d'emprunt dans la plupart des pays industrialisés et de la poursuite de la stimulation monétaire dans nombre de pays avancés et émergents. Par ailleurs, d'importantes mesures de réajustement monétaire devraient dynamiser la compétitivité des exportations de la plupart des économies, avancées et émergentes.

SITUATION EN AFRIQUE ET DANS L'UEMOA

A **frique subsaharienne** : L'activité économique de l'Afrique subsaharienne s'est nettement affaiblie en 2015. Certes, la croissance - qui sera de 3,75% cette année et de 4,25% en 2016 - reste plus élevée que dans bien d'autres régions émergentes ou en développement, mais la forte dynamique de croissance observée dans la région ces dernières années s'est dissipée dans un grand nombre de pays. Au cours de la décennie écoulée, trois facteurs clés ont été à la base de la croissance vigoureuse de la région : l'amélioration considérable du climat des affaires et de l'environnement macroéconomique opérée par les pouvoirs publics, qui a facilité l'augmentation de l'investissement, le niveau élevé des cours des produits de base et le caractère particulièrement favorable des conditions financières mondiales au cours de cette période, qui a stimulé les flux de capitaux vers un grand nombre de pays de la région et facilité ainsi l'augmentation de l'investissement privé et public.

Au niveau de **l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), les économies ont fait preuve de résilience face à la morosité de la conjoncture internationale. A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant.

Le **taux de croissance du PIB de l'Union**, en termes réels, est attendu à 6,7% en 2015 après 6,5% en 2014, une progression

soutenue notamment par la vigueur du secteur secondaire et une bonne tenue des activités dans les secteurs primaire et tertiaire.

S'agissant de **l'inflation**, elle devrait rester faible dans la région en 2015 avec des perspectives modérées. En glissement annuel, le taux d'inflation de l'Union est ressorti à 1,3% à fin décembre 2015, en raison du renchérissement des produits alimentaires, consécutif à un recul de la production céréalière de la campagne agricole 2014-2015 dans certains pays de l'Union.

Au plan interne, la **situation sociopolitique de l'Union** s'est globalement améliorée mais les risques sécuritaires demeurent élevés et leur caractère transfrontalier renforce les menaces y afférentes pour l'ensemble de l'Union.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (**BRVM**) poursuit sa progression et termine l'année sur une note positive par une hausse globale de 17,77%, induite par les performances observées quasiment dans les différents secteurs. L'indice BRVM Composite regroupant l'ensemble des titres cotés progresse de 17,77%, à 303,93 points. Globalement tous les secteurs ont contribué aux performances – à l'exception de l'agriculture qui a connu un recul de son indice de 8,01%, à 174,26 points. L'indice BRVM 10 (révisé tous les 3 mois), représentant les dix meilleures valeurs, s'améliore de 8,54%, à 290,38 points.

La **capitalisation boursière** de l'ensemble des titres cotés a connu une hausse de 18,67%, à 7 500 milliards de FCFA en fin décembre 2015 contre 6 320 milliards de FCFA à la même période en 2014. Ces performances s'expliquent particulièrement par les fortes transactions enregistrées sur les secteurs « Distribution », « Autres secteurs » et « Services Publics ».

Au total, le **marché des actions** a enregistré, au terme de l'année 2015, 106 636 553 titres transigés (contre 104 229 601 titres en fin décembre 2014) pour une valeur globale

de 259,205 milliards FCFA (contre 158,45 milliards de FCFA), soit une progression de 63,6% de la valeur des échanges du marché.

Pour sa part, la capitalisation boursière du **marché obligataire** a évolué de 38,6%, à 1 579 milliards de FCFA. Les volumes échangés ont progressé de 5,96% avec 6 565 615 titres transigés pour une valeur totale de 54,07 milliards de FCFA. Sept (7) nouvelles admissions obligataires ont été opérées en 2015 pour un montant total de 694 milliards.



SITUATION AU SENEGAL

Dans un contexte d'amélioration de la croissance mondiale, l'économie sénégalaise devrait continuer, en 2015, de s'inscrire dans une dynamique de redressement, à la faveur de l'amélioration de la situation au Mali, du démarrage des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE), ainsi que de la poursuite des investissements dans l'énergie et les infrastructures routières. Cette dynamique serait renforcée par la bonne marche des projets exécutés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) ainsi que par la poursuite des travaux de construction de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) et du prolongement de l'autoroute Diamniadio-AIBD et AIBD-Somone. La croissance économique est attendue à 6,5% après 4,5% en 2014.

Dans le secteur primaire, l'activité devrait s'améliorer en 2015 (5,2% contre +0,8% en 2014), reflétant notamment la reprise escomptée dans le sous-secteur agricole.

En effet, **le sous-secteur agricole** devrait bénéficier de la mise en œuvre du PSE à travers la mise en place de corridors céréaliers et la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée. A ce titre, d'importantes ressources ont été affectées à ce secteur en 2015, entre autres, à la relance de la filière arachidière, au développement de la riziculture dans le Delta, à l'appui à la production de riz pluvial dans les zones de Kaolack, Kaffrine et Fatick ainsi qu'aux cultures irriguées notamment dans le Waoundé et à Podor. En outre, le sous-

secteur profiterait des retombées positives du Programme d'Aménagement et de Développement Economique de la zone des Niayes mais également du renforcement des aménagements hydro-agricoles.

Concernant **l'élevage**, le Gouvernement, à travers le PSE, a poursuivi ses efforts dans le sens de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières animales et s'est employé à la création d'un environnement plus propice au développement des systèmes d'élevage. Le sous-secteur est, ainsi, attendu en hausse de 4,1% en 2015 contre 1,5% en 2014.

Dans **le sous-secteur de la pêche**, les actions menées dans la restauration des ressources halieutiques, des écosystèmes et des habitats marins côtiers mais également dans l'aménagement durable des pêcheries sont consolidées. Néanmoins, à court terme, la rareté de la ressource continuera de constituer un obstacle au développement des activités de pêche qui sont projetées en hausse seulement de 2% en 2015 contre une prévision de 1,5% en 2014.

Le démarrage de la mise en œuvre des projets structurants inscrits dans le PSE devrait également être bénéfique à l'activité dans **le secteur secondaire** qui est prévue en hausse de 6,8% en 2015 contre 4,9% en 2014. Ce raffermissement serait imputable notamment à la vigueur des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction, du raffinage de pétrole et de l'énergie conjuguée au

regain d'activité attendu dans les activités extractives, la fabrication de produits chimiques et les industries alimentaires.

Dans **le secteur tertiaire**, la croissance resterait sur une tendance haussière avec une progression attendue à 5,2% (contre 5,0% en 2014) en raison des bonnes perspectives dans les postes et télécommunications, les services financiers ainsi que les activités immobilières.

Pour ce qui est des services financiers, ils sont attendus en progression de 10% en 2015 (contre 12,7% en 2014), reflétant la vigueur des activités bancaires qui bénéficieraient notamment des importants besoins de financement de l'Etat dans la perspective du financement des projets inscrits dans le Plan Sénégal Emergent.

Dans les services immobiliers, un regain d'activité devrait être observé sous l'impulsion du programme d'habitat social du Gouvernement. Ainsi, le sous-secteur devrait se conforter de 5% en 2015 contre une prévision de 3% en 2014.

Les finances publiques : la gestion budgétaire en 2015 s'est inscrite dans la poursuite d'une maîtrise du déficit budgétaire dans un contexte de mise en œuvre d'importantes réformes et de démarrage des projets prioritaires du Plan Sénégal Emergent. Elle a pris comme base le renforcement de la mobilisation des ressources ainsi que la rationalisation des dépenses de fonctionnement conjuguée à une plus grande efficacité des investissements

publics. Cette politique a permis de dégager davantage de marges budgétaires au profit des investissements prioritaires du PSE. Globalement, la politique des finances publiques et celle d'endettement restent prudentes afin de préserver la stabilité macroéconomique.

Globalement, au terme de la gestion de 2015 le déficit budgétaire dont compris est attendu à 371,4 milliards, soit 4,5% du PIB, reflétant une amélioration de 0,6% par rapport à 2014. Il devrait être financé à hauteur de 241,4 milliards par le financement extérieur et par le financement intérieur pour un montant de 130,1 milliards.

Les **données macro-économiques** s'établissent comme suit :

- Globalement, le **taux de croissance du PIB réel**, ressortirait à 6,5% en 2014 contre 4,5% un an auparavant, porté par la relance dans le secteur secondaire, la vigueur dans les services et la reprise du secteur primaire.
- Au titre des prix, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,4% en 2015 contre 0,8% en 2014. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs secondaire (2,1% contre -0,1% en 2014) et tertiaire (+1,0% contre +0,6% en 2014). Par contre le secteur primaire devrait baisser passant de 2,5% en 2014 à 2,0% en 2015.

- **Les ressources totales** de l'Etat en 2015 sont programmées à 1 995,7 milliards contre 1 860,3 milliards projetés en 2014, soit un accroissement de 135,7 milliards (+7,3%). Cette évolution est imputable principalement aux recettes fiscales, aux dons et à l'intégration des ressources reçues de MITTAL. S'agissant des recettes budgétaires elles sont passées de 1 581,3 milliards en 2014 à 1 704,7 milliards en 2015, soit une hausse de 7,8%.

- **Les dépenses publiques** sont projetées à 2 367,2 milliards à fin 2015 contre 2 256,7 milliards en 2014, soit une hausse de 110,5 milliards (4,9%). Cette progression résulterait d'une meilleure programmation des dépenses d'investissement et une maîtrise accrue des charges de fonctionnement.

- Les dépenses d'investissement devraient se renforcer à hauteur de 960,7 milliards en 2015 contre 928 milliards en 2014, soit une augmentation de 32,7 milliards (3,5%) provenant autant des dépenses sur ressources internes qu'externes. En effet, les investissements financés sur ressources internes sont prévus à 530,7 milliards en 2015 contre 515 milliards (hors MITTAL) en 2014, soit une progression de 15,7 milliards. L'espace budgétaire libéré par la rationalisation des dépenses dans le budget d'investissement a permis la programmation, sur ressources internes de l'Etat, de plusieurs projets phares du PSE.

- Quant aux **dépenses courantes**, elles devraient se situer à 1 399 milliards en 2015 contre 1 321,7 milliards pour 2014, soit une hausse modérée de 5,9%.

Elles sont décomposées en dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 741,2 milliards, en dépenses de personnel pour 510 milliards et en charges d'intérêts sur la dette à hauteur de 148 milliards. Les autres dépenses courantes sont réparties en transferts et subventions pour 320,2 milliards (dont 66 milliards de compensation SENELEC) et en dépenses de fournitures et d'entretien pour 371 milliards.

- Au titre de la dette, l'encours de la dette publique totale passerait de 3 738,1 à 4 109,6 milliards à fin 2015, soit un accroissement de 9,9% comparativement à 2014. Il représenterait 49,9% du PIB en 2015 contre 48,5% en 2014 et demeure ainsi en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

La situation monétaire est marquée, en 2015, par une augmentation de 59,3 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 15% et une expansion de 13,9% de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont progressé pour se situer à 1 009,6 milliards en 2015 contre 950,3 milliards en 2014. Ce regain serait essentiellement le fait de la BCEAO dont les avoirs extérieurs nets se sont renforcés de 59,3 milliards.

L'encours du crédit intérieur est estimé à 3 347,4 milliards en 2015 contre 2 910,2 milliards en 2014, soit une hausse de 437,2 milliards. Ce renforcement est induit autant par les

crédits à l'économie (+291 milliards) que par la **Position Nette du Gouvernement** (+146,2 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 35,9%, soit un renforcement de 0,3 en points de pourcentage par rapport à 2014.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** devrait s'établir à 4 060,5 milliards en 2015 contre 3 564 milliards

en 2014, soit une hausse de 13,9%. Cette progression se traduit par un raffermissement des dépôts dans les banques qui ressortiraient à 3 351,9 milliards en 2015 ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 37,7 milliards. Le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 49,3% contre 46,8% en 2014, soit un gain de 2,5 points de pourcentage.

EVOLUTION DES SECTEURS PRODUCTIFS

Avec un total de **2 973 437 hectares** toutes cultures confondues, les superficies emblavées durant la campagne 2015/2016 enregistrent une hausse de 32% par rapport à la campagne antérieure 2014/2015 et de 27% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Pour les **céréales**, les superficies cultivées sont en hausse de 39% par rapport à 2014/2015 et de 28% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Il est enregistré une augmentation de superficie de 76% pour le riz, 61% pour le sorgho et 36% pour le maïs. Les superficies cultivées en 2015/2016 sont de 1 563 994 hectares avec une forte présence du mil (58,9%), suivi des autres cultures : riz (15,1%), sorgho (12,8%), maïs (12,7%) et fonio (0,2%).

En ce qui concerne **l'arachide**, les superficies emblavées sont de 1 135 339 hectares en 2015/2016, soit une hausse de 29% par rapport à 2014/2015 et 24% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les superficies de niébé sont évaluées à 162 990 hectares, en hausse de 6% par rapport à 2014/2015 et 30% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les superficies emblavées en manioc sont évaluées 40 268 hectares en 2015/2016, en hausse de 31% par rapport à 2014/2015 et 65% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les superficies en coton, évaluées à 29 690 hectares en 2015/2016, ont augmenté de 22% par rapport à la campagne 2014/2015 et de 2% par rapport à la moyenne de 5 dernières années.

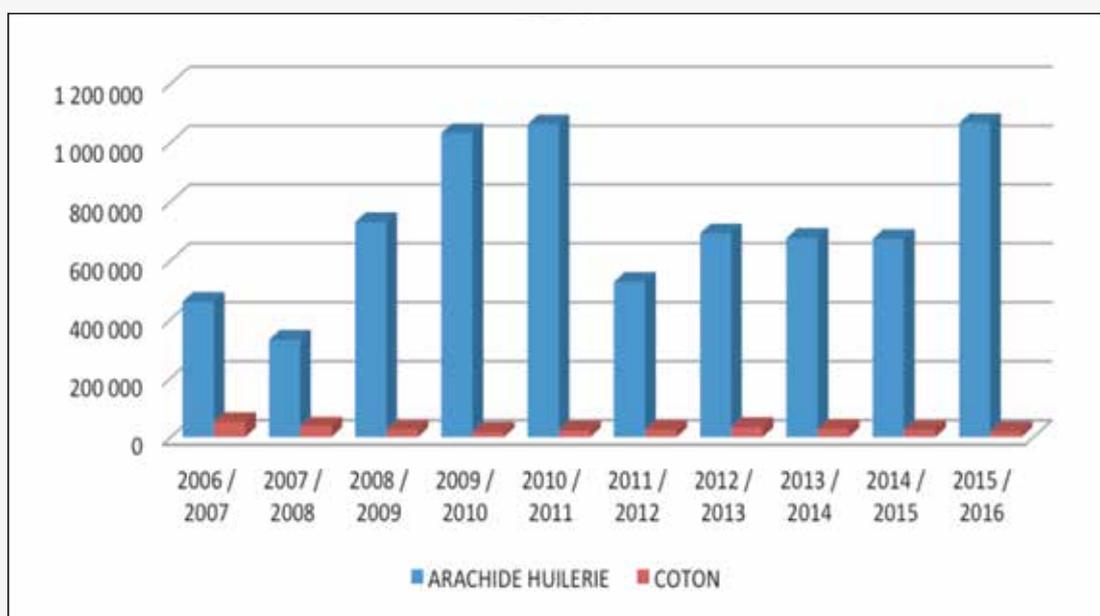
Les rendements des céréales ont connu une hausse durant la campagne agricole 2015-2016 à l'exception du riz qui a connu une légère baisse de 8% comparée en 2014/2015 et 4% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Les rendements de l'arachide, du niébé et du sésame ont aussi augmenté tandis que le rendement du coton a baissé légèrement de 4% par rapport à 2014-2015.

Les productions obtenues, les superficies emblavées et les rendements atteints par spéculation industrielle sont consignés dans la série des dix dernières campagnes comme l'atteste le tableau qui suit.

Production arachidière et du coton de 2006 à 2015

ANNEES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP	PROD	RENDT	SUP	PROD	RENDT
2006 / 2007	594 264	460 481	775	43 772	52 422	1 197
2007 / 2008	607 214	331 195	703	43 157	36 695	850
2008 / 2009	838 843	731 210	872	32 514	26 239	807
2009 / 2010	1 059 093	1 032 651	975	22 743	18 495	813
2010 / 2011	1 195 573	1 063 652	890	27 582	23 434	850
2011 / 2012	865 770	527 528	609	26 642	25 374	952
2012 / 2013	708 956	692 572	977	33 694	34 753	1 031
2013 / 2014	916 750	677 456	739	32 260	28 818	893
2014 / 2015	878 659	673 736	767	25 057	24 361	972
2015 / 2016	1 135 339	1 067 500	925	29 689	20 285	683

Productions arachidière et cotonnière de 2006 à 2015



CULTURES INDUSTRIELLES

La campagne agricole 2015/2016 a été marquée par un démarrage normal et une situation pluviométrique acceptable. Sur la base des prévisions météorologiques les autorités ont mis en place le programme de dopage en plus des programmes réguliers marqués par un renforcement de la qualité des semences et des intrants et l'élargissement des soutiens à des filières porteuses de valeur ajoutée. Il en a résulté une progression notable sur la quasi-totalité des spéculations. En ce qui concerne la production de cultures industrielles et d'exportation elle s'accroît fortement en 2015/2016 comparativement à 2014/2015. Cette hausse de production serait tirée par les bonnes performances des cultures de l'arachide (57%) ; du niébé (+29%), de manioc (+76%), de l'oignon (+50%) et de la pomme de terre (+75%). Pour ces spéculations, la bonne tenue s'explique autant par l'augmentation des superficies cultivées que l'amélioration des rendements à la faveur du renforcement de la qualité des semences et autres intrants.

- Arachide

Les résultats de production d'arachide ont connu une forte hausse de 57% compte tenu de l'augmentation de l'utilisation des semences certifiées et de conditions pluviométriques particulièrement favorables durant l'hivernage 2015 ce qui a favorisé la maturité complète des graines et l'accroissement des rendements. Il s'y ajoute une progression des superficies de 21%. Cette production est aussi en hausse de 36% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

- Coton

La production de coton (20 285 tonnes) connaît un repli malgré une progression des superficies emblavées évalué à 30 593 hectares en 2015/2016. Les superficies ont augmenté de 18% par rapport à la campagne 2014/2015 et de 5% par rapport à la moyenne de 5 dernières années. Les rendements ont baissé de 30% du fait d'un retard dans l'installation des cultures.

- Tomate

Les productions de tomate industrielle dans la Vallée du fleuve ont enregistré un net recul en 2015 du fait de la baisse des emblavures liées aux difficultés persistantes rencontrées dans le processus de contractualisation au sein de l'interprofession. On note une baisse consécutive de 41%.



CULTURES VIVRIERES

Les céréales d'une manière générale, ont enregistré une forte hausse de production brute de 72% par rapport à la campagne 2014/2015 et de 56% comparé à la moyenne des 5 dernières années. Cette hausse est portée pour l'essentiel par le mil (+83%) et le sorgho (+84%). L'utilisation

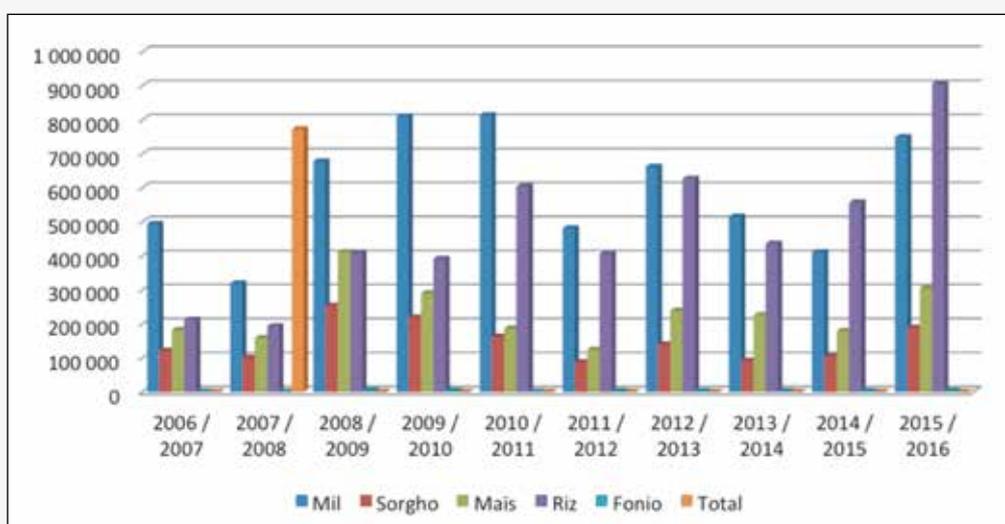
accrue des semences certifiées et l'allure générale favorable de la saison pluvieuse en sont les facteurs déterminants.

Les productions céréalières enregistrées se déclinent dans le tableau ci-dessous :

Evolution de la production céréalière en tonnes de 2006 à 2015 (en tonnes)

ANNEES	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Total
2006 / 2007	494 345	121 003	181 585	212 377	889	1 010 198
2007 / 2008	318 822	100 704	158 266	193 379	1 068	772 239
2008 / 2009	678 170	253 770	411 499	408 840	4 425	1 756 704
2009 / 2010	810 121	218 696	290 283	391 271	3 085	1 713 456
2010 / 2011	813 295	162 599	186 511	604 043	1 374	1 767 822
2011 / 2012	480 759	86 865	124 092	405 824	1 735	1 099 275
2012 / 2013	662 614	139 372	238 960	627 516	1 497	1 669 959
2013 / 2014	515 365	92 029	225 902	436 153	1 488	1 270 937
2014 / 2015	411 290	104 011	178 732	557 075	2 179	1 253 287
2015 / 2016	749 874	188 500	304 296	906 348	3 228	2 152 246

Evolution de la production céréalière en tonnes de 2006 à 2015 (en tonnes)



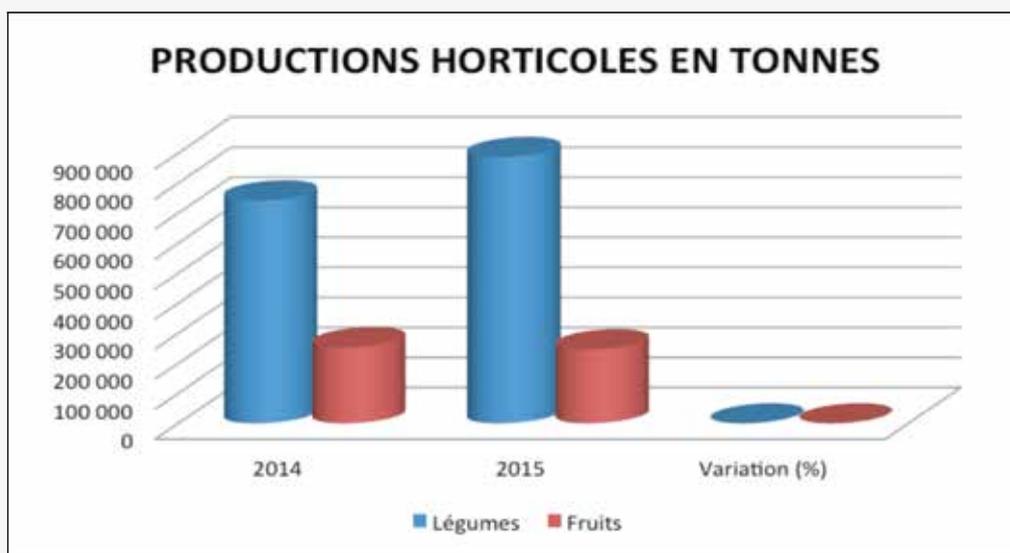
HORTICULTURE

La production horticole de la campagne 2015/2016 s'établirait à 1 133 430 tonnes contre 995 000 tonnes en 2014/2015 soit en hausse de 14%, par rapport à la campagne précédente. Cette situation est imputable aux performances

qu'enregistreraient les productions de légumes (+19,5%) alors que les fruits enregistrent un repli (-2,6%). Les légumes représenteraient 78% de la production horticole en 2015/2016 contre 22% pour les fruits.

Productions horticoles en tonnes

	2014	2015	Variation (%)
Légumes	741 950	886 930	+19,5%
Fruits	252 960	246 500	-2,6%



ELEVAGE

Le sous-secteur de l'élevage a crû de 5,6% au quatrième trimestre 2015, en variation trimestrielle, après une baisse de 7,9% enregistrée un trimestre plus tôt. Ce regain d'activité est essentiellement imputable à la production contrôlée de viande bovine (+13,6%). Il a été, toutefois, atténué par la contraction des abattages de viande ovine (-5,5%). L'augmentation de l'offre de viande bovine a entraîné une

baisse de 4,9% des prix de ce produit entre les deux derniers trimestres de 2015.

Comparativement au même trimestre de l'année précédente, la production contrôlée de viande a progressé de 8,9% au quatrième trimestre 2015, en phase avec les performances enregistrées au niveau des abattages de bovins (+9,7%) et d'ovins (+14,3%).

Sur l'année 2015, le sous-secteur de l'élevage a enregistré une croissance de 5,6% relativement à 2014, tirée par les progrès enregistrés dans l'abattage d'ovins (+10,2%) et, dans une moindre mesure, de bovins (+6,3%). Ce résultat est,

essentiellement, expliqué par l'abondance des pâturages et points d'eau après un bon hivernage et par une meilleure organisation de la lutte contre l'abattage clandestin, en 2015 comparativement à 2014.

PECHE

Au quatrième trimestre 2015, l'activité de pêche a fléchi de 5,2%, en variation trimestrielle, après la contreperformance enregistrée au trimestre précédent. Ce faible résultat découle d'une baisse des débarquements de la pêche artisanale (-7,9%), toutefois atténuée par les prises de la pêche industrielle (+5,4%). Sur un an, l'activité de pêche a crû de 16,7%, au quatrième trimestre 2015, portée

par l'amélioration de 11,8% des prises de la pêche artisanale et la progression de 36,9% des captures de la pêche industrielle.

En cumul sur l'année 2015, le sous secteur de la pêche a enregistré une contre performance de 1,0%, comparativement à 2014, attribuable aux débarquements artisanaux (-2,8%), les prises de la pêche industrielle s'étant confortées de 7,9% sur la période.

LE SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a enregistré une nette progression de 11% entre les deux derniers trimestres de l'année 2015. Cette situation reflète, principalement, les bonnes performances de la fabrication de produits céréaliers (+27,8%), des activités extractives (+30,7%), de la construction (+11,7%), des industries chimiques (+20,9%) et de la fabrication de sucre (+454%).

La croissance cumulée du secteur secondaire s'est pour sa part, établie à 6,2% en 2015, comparativement à 2014. Elle a été

particulièrement portée par les industries chimiques (+32,4%), la construction (+7%), la fabrication de matériaux de construction (+13,6%) et les conserveries de viande et de poisson (+8,8%). La production d'énergie (+5,8%) et le raffinage de pétrole (+35,5%) se sont également bien comportés sur la période. Toutefois, ces bons résultats ont été surtout amoindris par les contreperformances notées dans le travail de bois (-22,1%), les activités extractives (-8,8%), la fabrication de papier et de carton (-13,2%) et le travail de grains (-10,3%).

Sources : BCEAO (www.bceao.int)

Note de conjoncture Sénégal : Décembre 2015

Rapport annuel 2015 de la Commission sur l'Union

Direction de l'Agriculture, Direction de l'Élevage, Direction des Pêches Maritimes.

Ministère de l'Économie des Finances et du Plan (DPEE/ANSD/MEFP)

(www.finances.gouv.sn ; www.ansd.sn ; www.dpee.sn).



La Banque qui partage vos réalités



www.cncas.sn

2 - ACTIVITE BANCAIRE

2 - ACTIVITE BANCAIRE

L'exercice 2015 a été caractérisé par une consolidation de nos activités dans un contexte de crise économique mondiale dont les effets négatifs sur les pays en développement continuent à se faire sentir.

Pour faire face à la crise et relancer son économie, le gouvernement du Sénégal a initié un ambitieux programme socio-économique appelé « Plan Sénégal Emergent » qui vise à faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035. L'agriculture y représente un axe stratégique majeur, en droite ligne du potentiel énorme qu'elle engendre au travers des productions agricoles et animales. Dans son volet agriculture le PSE se décline à travers la mise en place de corridors céréaliers avec le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) et aussi la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée. A ce titre, d'importantes ressources ont été affectées à ce secteur en 2015, entre autres, à la relance de la filière arachidière, au développement de la riziculture dans le Delta, à l'appui à la production de riz pluvial dans les zones de Kaolack, Kaffrine et Fatick.

Dans ce cadre, l'Etat, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), a notamment continué à apporter un soutien important en termes de subventions pour un bon approvisionnement en intrants et équipements agricoles en faveur des producteurs.

L'objectif poursuivi est d'assurer une mobilisation massive des acteurs du secteur tout en leur assurant un correct accès aux facteurs de production.

La campagne agricole 2015/2016 malgré une installation tardive de la pluie, a été en définitive marquée par une pluviométrie abondante et bien répartie dans le temps et l'espace, mais aussi par les décisions et mesures d'anticipation prises par le Gouvernement en matière de mise à disposition des intrants, de mécanisation et de renforcement de la maîtrise des itinéraires techniques de production. En plus des actions soutenues ont été menées pour la préservation de la situation phytosanitaire.

En interne, la banque s'est résolument engagée dans la prise en charge des besoins de financement induits par le soutien du gouvernement aux sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Par ailleurs, elle a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique. Dans ce contexte, nous avons été fortement sollicités concernant les emplois liés aux achats des intrants et matériels agricoles et nous nous sommes aussi consacrés à la consolidation des activités d'intermédiation de distribution des produits et services bancaires.

A cet égard, nos activités d'emplois et de collecte de ressources ont été orientées vers les marchés traditionnels qui se sont bien comportés par rapport à l'année précédente, grâce aux opportunités nées

des programmes de relance des filières agricoles et la volonté des autorités publiques de moderniser l'agriculture. Ainsi, nous avons saisi toutes les niches existantes pour développer des activités de

crédit liées au financement de la production agricole, la collecte des produits agricoles locaux tout en confortant nos parts dans les marchés des particuliers, des professions libérales et des PME/PMI.



2.1. Mobilisation des ressources

Le total des ressources collectées s'établit à 166 775 FCFA millions au 31 décembre 2015 contre 157 472 millions FCFA à la même date l'exercice précédent et pour un objectif de 160 213 millions FCFA au budget, soit un taux de réalisation de 104%.

Les parts respectives des dépôts clientèle et des ressources sur lignes de crédit extérieures sont de 99% (164 528 millions FCFA) et 1% (2 247 millions FCFA). Ces ratios ont légèrement évolué en 2015. En effet, ils se situaient respectivement à 98% et 2% au 31 décembre 2014.

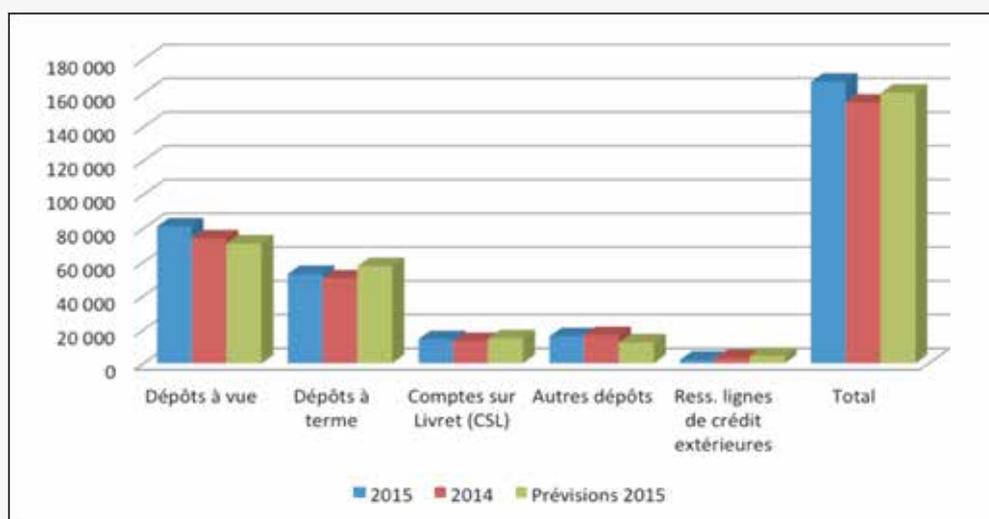
La part de marché de la CNCAS sur la place a connu une baisse avec 4,31% à fin 2015

contre 4,41% au 31 décembre 2014 en valeur relative. Malgré une concurrence ardue la CNCAS continue d'occuper une position appréciable en se situant à la huitième place sur la liste des vingt-trois banques répertoriées sur la place à fin décembre 2015. En effet, l'intensification de l'effort de collecte dans tous les compartiments du marché des ressources a permis d'accroître notre encours de dépôt global de 7% par rapport à l'année précédente.

Le tableau qui suit indique l'évolution de notre position sur le marché par rapport à l'ensemble du système bancaire de la place.

TABEAU DES RESSOURCES

ANNEES	2014			2015				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Autres agents économiques	154 404	98,05%	4,76%	164 528	98,65%	4,26%	3 866 159	100,00%
Dépôts à vue	73 968	47,91%	4,56%	81 110	49,30%	4,14%	1 957 520	50,63%
Dépôts à terme	50 334	32,60%	5,49%	52 943	32,18%	6,10%	868 482	22,46%
Epargne	13 324	8,63%	2,48%	14 403	8,75%	2,33%	617 550	15,97%
Autres dépôts	16 778	10,87%	9,87%	16 072	9,77%	8,44%	190 388	4,92%
Ress. lignes de crédit extérieures	3 067	1,95%	ND	2 247	1,35%	ND	0	0,00%
Total	157 471	100,00%	4,41%	166 775	100,00%	4,31%	3 866 159	100,00%



2.1.1. Ressources clientèle

Elles se chiffrent à 164 528 millions FCFA au 31 décembre 2015 contre 154 405 millions FCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 10 124 millions FCFA en valeur absolue et 7% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 155 861 millions FCFA, le taux de réalisation se situe à 106%.

Pour ce qui concerne la structure des ressources, l'évolution des dépôts stables

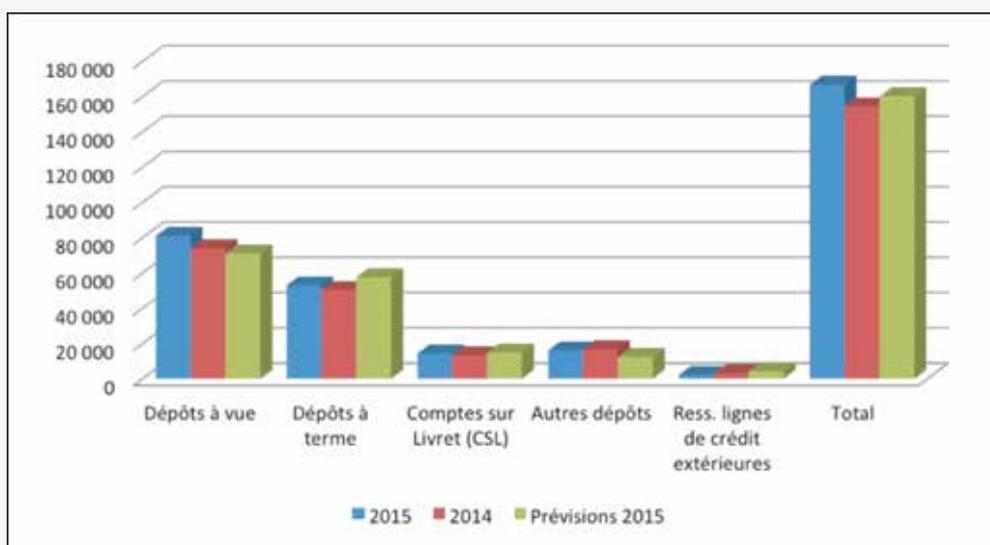
marque un léger ralentissement par rapport à l'évolution générale des ressources comparativement à l'exercice précédent. Il en résulte que les ressources stables (DAT, CSL et Dépôts de garantie) représentent 51% au 31 décembre 2015 contre 52% au 31 décembre 2014.

Cette évolution défavorable de la part relative des ressources stables est la résultante d'une option de gestion au regard des contraintes de la place, notamment les

coûts élevés pour capter les ressources provenant des institutionnelles. Ainsi, pour assurer une maîtrise du coût moyen de la ressource, nous orientons nos efforts de collecte vers notre clientèle traditionnelle.

Le graphique suivant permet d'apprécier le niveau des réalisations au 31 décembre 2015, tant par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière que, par rapport aux prévisions du budget 2015.

EVOLUTION COLLECTE CLIENTELE



- Dépôts à vue

Au 31 décembre 2015, les dépôts à vue (DAV) s'élèvent à 81 110 millions FCFA pour des prévisions au budget de 71 050 millions FCFA et contre des réalisations de 73 968 millions FCFA au 31 décembre 2014.

- Dépôts à terme

Les dépôts à terme, s'élèvent à 52 943 millions FCFA au 31 décembre 2015, par rapport à des prévisions au budget de 57 565 millions FCFA et contre des réalisations de 50 334 millions FCFA au 31 décembre 2014.

- Comptes d'épargne

Cette rubrique comprend les comptes d'épargne individuels et collectifs et les capitaux sociaux des entités collectives.

L'encours de cette catégorie de dépôts s'élève à 14 403 millions FCFA au 31 décembre 2015, contre 13 324 millions FCFA au 31 décembre 2014 et des prévisions au budget de 14 850 millions FCFA.

- Autres dépôts

Cette rubrique intègre l'autofinancement déposé sous forme d'épargne bloquée par les emprunteurs (bénéficiaires de crédits à la production essentiellement), les dépôts constitués pour certains dossiers et divers dépôts reçus de la clientèle. L'encours desdits dépôts s'élève à 16 072 millions FCFA au 31 décembre 2015, contre 16 778 millions FCFA au 31 décembre 2014 et des prévisions au budget de 12 395 millions FCFA.

2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)

Cette rubrique comprend les lignes de crédit extérieures rétrocédées ainsi que les ressources tirées des refinancements auprès des partenaires projets et d'institutions spécialisées comme le PLASEPRI. Au 31 décembre 2015, l'encours de ces ressources s'établit à 2 247 millions FCFA, contre 3 067 millions FCFA d'encours au 31 décembre 2014.

2.1.3. Marché Monétaire

Pour couvrir nos besoins en trésorerie, nous avons eu recours au marché monétaire durant l'exercice écoulé et notamment pendant les périodes de pointe du financement des intrants agricoles et des campagnes de commercialisation des grands produits agricoles (arachides, coton et riz).

2.2. EMPLOI DES RESSOURCES

2.2.1. Opérations de crédit

2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3)

Contrairement à l'année 2014, les encours sur cette rubrique au 31 décembre 2015 s'élèvent à 4 183 millions FCFA qui représentent nos concours à la commercialisation de l'arachide et du riz. Cette évolution s'explique par l'ouverture des concours à la collecte du riz en zone Nord.

2.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3)

Les encours cumulés se situent à 115 360 millions FCFA contre 96 259 millions FCFA

au 31 décembre 2014. Cette forte évolution de 20% en valeur relative est davantage portée par la progression notée sur les encours à court terme (+47%).

2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2)

Les encours débiteurs ont substantiellement régressé, passant de 73 092 millions FCFA au 31 décembre 2014 à 55 854 millions FCFA au 31 décembre 2015, soit une baisse de 17 238 millions FCFA.



Le tableau et le graphique suivants donnent, respectivement, les éléments chiffrés et une visualisation de la situation des dossiers traités au cours de l'exercice 2015.

Traitement dossiers de crédit - Exercice 2015

Types	Exercice 2015				Exercice 2014			
	Demandes reçues		Accords réalisés d'accord	Taux d'accord	Demandes reçues		Accords réalisés d'accord	Taux
	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)
Campagne (GPAL)	41	8 132	6 714	83%	1	4 000	3 500	88%
Crédits adossés FPA	3 979	25 201	18 483	73%	3 326	21 535	19 300	90%
Divers secteur primaire	25 201	70 670	62 302	88%	24 300	70 670	60 250	85%
Secteurs non agricoles	14 304	47 650	21 614	45%	15 520	47 650	30 400	64%
Particuliers	19 371	22 949	21 023	92%	15 618	16 850	15 300	91%
Total	62 896	174 602	130 136	75%	58 765	160 705	128 750	80%

2.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)

Elles sont passées de 30 511 millions FCFA au 31 décembre 2014 à 21 008 millions FCFA au 31 décembre 2015, soit une baisse en valeur absolue de 9 503 millions FCFA, du fait pour partie de l'amélioration du suivi des engagements.

2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3)

Le montant des douteux litigieux nets a augmenté en passant de 5 535 millions FCFA au 31 décembre 2014 à 14 686 millions FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 9 151 millions FCFA en valeur absolue.

Cette évolution est la conséquence du retard persistant dans la couverture des encours échus liés aux programmes de

financement, d'appui et de soutien à la production agricole. En outre le défaut d'un enregistrement intégral des montants attendus au titre du désendettement de l'Etat a induit, par effet contagion, un déclassement des encours sains mis en place en Zone rizicole Nord lors de la mise en place des crédits de production.

Ainsi l'effort de provisionnement des risques a été renforcé à un montant de 7 900 millions FCFA (contre 5 617 millions FCFA l'exercice précédent).

Au total, les créances impayées, douteuses et litigieuses brutes (67 959 millions FCFA) sont couvertes à hauteur de 47% par les provisions constituées (32 265 millions FCFA). Cette couverture passe à 69% en intégrant les fonds de garantie affectés (14 759 millions FCFA).

2.2.1.6. Encours global

Au 31 décembre 2015, l'encours global des opérations de crédit à la clientèle est de 211 092 millions FCFA, soit une hausse de 3%, comparé à l'encours au 31 décembre 2014 (205 396 millions FCFA). Par rapport au budget (163 433 millions), les réalisations se situent à 129%.

La part de marché de la CNCAS sur la place à fin 2015 (7,19%) marque un léger recul, comparée à la situation de l'année dernière (7,27%). En effet, les engagements de la banque ont crû en valeur absolue seulement de 5 695 millions FCFA, soit 3% en valeur relative. Au même moment, les engagements du système bancaire ont crû de 4%, passant de 2 824 374 millions FCFA en décembre 2014 à 2 937 279 millions FCFA en décembre 2015.

Le financement de la production agricole en 2015/2016 a atteint 18 484 millions FCFA,

contre 17 947 millions FCFA en 2014/2015, soit une hausse 3% en valeur relative. Le niveau a été ainsi maintenu pour continuer à soutenir les mesures importantes prises par l'Etat (programme de désendettement des producteurs) pour renforcer la production des céréales et notamment celle du riz local en vue d'atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2017. Toutefois la cadence a subi une certaine inertie par défaut d'équipements agricoles suffisants en mesure de faciliter l'intensité culturale.

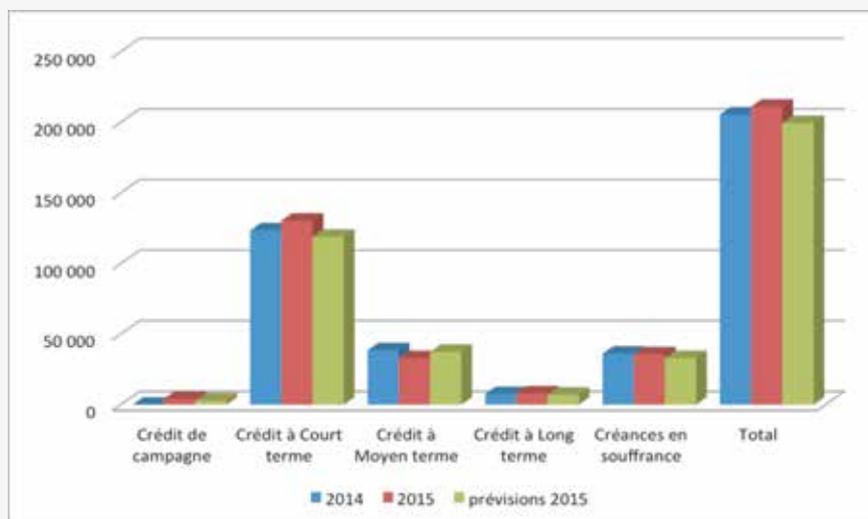
Aussi, la disponibilité au niveau de la banque de ressources dédiées à l'équipement en matériels agricoles des producteurs par le biais des partenariats avec la BOAD et l'AFD devraient permettre de surmonter ce genre d'écueil.

Le tableau ci-après donne des indications sur notre position relative sur le marché.

TABLEAU DES EMPLOIS

ANNEES	2014			2015				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Crédit à la clientèle	205 396	100,00%	7,27%	211 091	100,00%	7,19%	2 937 279	100,00%
Crédit de campagne	ND	ND	ND	4 183	1,98%	29,04%	14 406	0,49%
Crédit à Court terme	123 357	60,06%	9,22%	130 253	61,70%	9,99%	1 303 420	44,38%
Crédit à Moyen terme	38 502	18,75%	3,70%	32 917	15,59%	2,81%	1 170 958	39,87%
Crédit à Long terme	7 491	3,65%	3,71%	8 044	3,81%	4,65%	172 901	5,89%
Créances en souffrance	36 046	17,55%	14,79%	35 694	16,91%	12,95%	275 594	9,38%
Total	205 396	100,00%	7,27%	211 091	100,00%	7,19%	2 937 279	100,00%

Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



2.2.2. Autres emplois

2.2.2.1. Portefeuille titres

L'encours global des titres au 31 décembre 2015 est de 3 963 millions FCFA contre 3 754 millions FCFA au 31 décembre 2014, soit

une hausse de 209 millions FCFA. En effet nous avons noté outre les remboursements enregistrés sur les Bons et Obligations du Trésor Sénégal (-791 millions), une nouvelle souscription aux Obligations Trésor SN 03/2015 (1 000 000).

L'encours au 31 décembre 2015 est ainsi décomposé :

Obligations Trésor SN	612 millions FCFA
Obligations Trésor CI 10/17	214 millions FCFA
Obligations Trésor SN 03/2013	636 millions FCFA
Obligations Trésor SN 03/2015	1 000 millions FCFA
Bons BOAD 10/17	500 millions FCFA
Bons BOAD 09/16	1 000 millions FCFA
	<hr/>
	3 963 millions FCFA

2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires

Ce poste comprend nos encaisses, les soldes de nos comptes auprès de la BCEAO et de nos correspondants bancaires.

Il se chiffre à 14 181 millions FCFA au 31 décembre 2015 contre 11 516 millions FCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse en valeur absolue de 2 665 millions FCFA.

2.2.2.3. Activités de transfert d'argent

Le partenariat avec les opérateurs de transfert d'argent s'est poursuivi et porte principalement sur quatre produits : Wari, Joni Joni, Money gram, et Ria, les activités sur Western Union étant en veille.

L'activité de transfert d'argent a permis d'engranger 873,9 millions de FCFA en 2015 contre 841,8 millions de FCFA l'année précédente, soit une hausse en valeur absolue de 32,1 millions de FCFA.

● Moneygram

L'activité a poursuivi sa croissance entamée au cours de l'exercice 2014. Le montant des commissions perçues est passé à 286,3 millions de FCFA au 31 décembre 2015 contre 260,8 millions de FCFA l'année

précédente, soit une progression de 10%. La reprise économique qui a été notée dans les pays occidentaux émetteurs a donc un impact positif sur l'activité.

● Wari

L'activité de transfert domestique Wari a connu à nouveau un léger recul en 2015. Le montant des commissions réalisées est passé de 444 millions de FCFA en 2014 à 412 millions de FCFA en 2015, soit une baisse de 32 millions en valeur absolue.

de Wari. Il s'y ajoute une concurrence ardue sur l'activité avec un accroissement fulgurant des points de distribution. Pour les perspectives de développement, nous envisageons en collaboration avec l'opérateur de renforcer sensiblement notre réseau de sous-distributeur. En plus, le déploiement de l'activité Wari au niveau de la sous-région devrait entrer prochainement dans sa phase active en 2016.

Cette contreperformance a été en partie provoquée par le retrait de notre sous-agent TOTAL Sénégal du réseau de distribution

● RIA

L'activité Ria a marqué un bond important en 2015. En effet, le montant des commissions perçues est passé de 33,922 millions de FCFA en 2014 à 63,434 millions de FCFA en 2015, soit une hausse en valeur absolue de 29,512 millions FCFA et 87% en valeur relative. Cette forte progression constitue

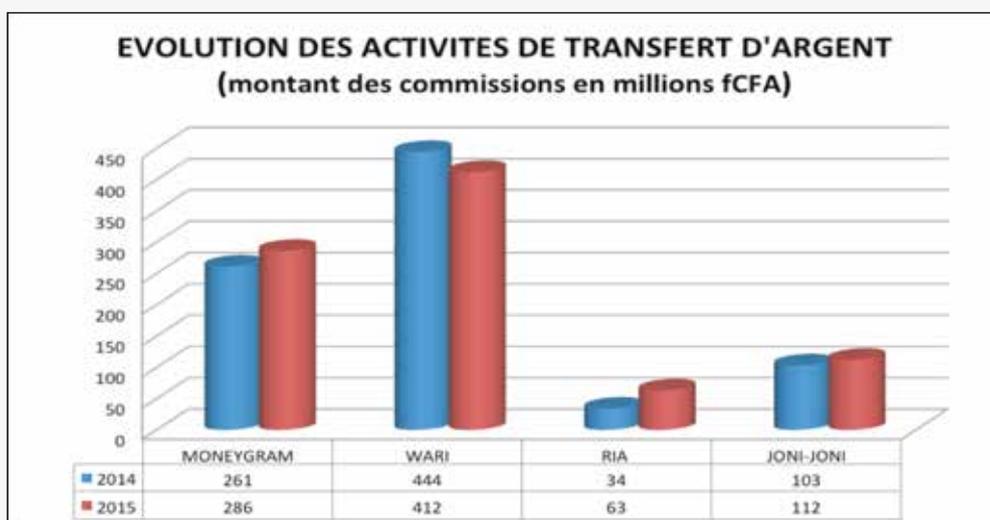
une réponse aux ajustements opérés et qui ont porté pour l'essentiel sur le renforcement de la promotion sur le produit et une accélération dans les procédures de validation des agréments accordés à nos distributeurs.

● JONI-JONI

L'activité de transfert domestique Joni-Joni, lancée en mars 2013 est dans sa phase de maturation. Au 31 décembre 2013 l'activité a permis d'enregistrer 26,3 millions de FCFA de commissions. Ce montant, porté à 103,2 millions en 2014, se situe à 112 millions en décembre 2015. Ce produit renferme un haut potentiel qui devrait être davantage

révélé par des actions hardies à envisager pour assurer le développement du réseau et une meilleure promotion du produit.

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des commissions perçues sur les opérations de transfert par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



2.2.2.4. Investissements

Les valeurs immobilisées nettes passent de 7 054 millions FCFA au 31 décembre 2014 à 7 315 millions FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse légère de 4% en

valeur relative. Cette évolution traduit une volonté de maîtrise des immobilisations et de meilleure rationalisation des dépenses d'investissement.



TABLEAU 1

EVOLUTION COMPAREE DES ENCOURS DES SOLDES CREDITEURS DES COMPTES DE DEPÔT DE LA CLIENTELE Au 31/12/2015

	Encours au 31/12/2014		Encours au 31/12/2015		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
Comptes ordinaires créditeurs	73 968	48%	81 110	49%	7 142	9,7%
Dépôts à terme	50 334	33%	52 943	32%	2 609	5,2%
Comptes d'épargne	13 324	8%	14 403	9%	1 079	8,1%
Dépôt de garantie	10 611	7%	10 522	6%	-89	-0,8%
Autres dépôts	6 167	4%	5 550	3%	-617	-10,0%
Total	154 404	100%	164 528	100%	10 124	6,6%

TABLEAU 2

EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES DEBITEURS DES COMPTES DE LA CLIENTELE (Période du 31/12/2014 au 31/12/2015)

	Encours 31/12/2014	Encours 31/12/2015	Variation	%
Soldes débiteurs	73 092	55 854	-17 238	-24%

TABLEAU 3

EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS ORDINAIRES Au 31 décembre 2015

	Encours au 31/12/14		Encours au 31/12/15		Variation	
	Millions	%	Millions	%	Millions	%
CREDIT A COURT TERME	48 785	24%	71 673	35%	22 888	11%
CREDIT A MOYEN TERME	37 623	18%	32 228	16%	-5 395	-18%
CREDIT A LONG TERME	7 427	4%	7 876	4%	449	38%
CREANCES RATTACHEES	2 424	1%	3 583	2%	1 159	-%
DECOUVERTS NETS	73 092	36%	55 855	27%	-17 237	17%
DOUTEUX ET LITIGIEUX NETS	5 535	3%	14 686	7%	9 151	68%
IMPAYES ET IMMOBILISES	30 511	15%	21 008	10%	-9 503	27%
TOTAL CREDITS ORDINAIRES	205 397	100%	206 909	100%	1 512	1%
TOTAL CREDITS DE CAMPAGNE	0	100%	4 183	100%	4 183	NS
Total	205 397	100%	211 092	100%	5 695	3%

TABLEAU 4

EVOLUTION DES ENCOURS DES RESSOURCES EXTERIEURES

(en millions frs CFA)

Rubriques	Encours au 31 /12/2014	Encours au 31/12/2015	Variation	%
IRRIGATION IV	1 141	1 056	-85	-7%
F P E	38	1	-34	-47%
BID PDESOC	500	500	0	0%
PLASEPRI	917	690	-227	-25%
LC CONSOLIDEES	471	0	-471	-100%
Total	3 067	2 247	-820	-27%





La Banque qui partage vos réalités



www.cncas.sn

3 - RAPPORT FINANCIER

III - RAPPORT FINANCIER

La CNCAS a clôturé l'exercice 2015 avec un total bilan de 242 577 millions de FCFA contre 233 517 millions de FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 4%.

Au plan de la rentabilité, malgré un contexte particulièrement difficile, le produit net bancaire a connu une bonne progression de l'ordre de 14% en passant de 14 807 millions de FCFA à 16 948 millions de FCFA soit une hausse de 2 141 millions de FCFA en valeur absolue.

Le résultat net, arrêté à 763 millions de FCFA contre 687 millions de FCFA au 31 décembre 2014, a connu une hausse appréciable de 11% malgré l'importance des provisions constituées qui a neutralisé pour partie la bonne progression du PNB. En effet, la banque a fait un effort exceptionnel de dotation de provisions de 7 900 millions de FCFA contre 5 617 millions de FCFA l'exercice précédent

eu égard au volume de provisions requises par la précédente mission de vérification de la Commission Bancaire.

3.1 COMPTE DE RESULTAT (tableaux 1-2-5-6)

3.1.1 CHARGES

Au 31 décembre 2015 les charges s'élèvent à 26 770 millions de FCFA contre 24 243 millions de FCFA en 2014, soit une hausse de 10% en valeur relative.

3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire

De 7 489 millions de FCFA au 31 décembre 2014 elles passent à 8 258 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 10%.

Les charges d'exploitation bancaire sont ainsi décomposées :

- charges sur opérations de trésorerie	749 226 845 FCFA
- charges sur opérations avec la clientèle	3 569 478 907 FCFA
- charges sur prestations de services	3 939 315 366 FCFA

Les prévisions de charges d'exploitation bancaire se sont chiffrées à 8 572 millions de FCFA soit un taux de réalisation de 96%.

3.1.1.2 Charges générales d'exploitation

Elles ont connu une hausse de 742 millions de FCFA en passant de 7 837 millions

de FCFA au 31 décembre 2014 à 8 579 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une progression de 9% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 7 742 millions de FCFA, le taux d'exécution s'établit à 111%.

Frais de personnel

Ils sont composés des salaires et des charges patronales.

Ils s'élèvent à 4 342 millions de FCFA au 31 décembre 2015, contre 3 973 millions de FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 369 millions FCFA en valeur absolue.

Impôts et taxes

Ils ont connu une hausse de 67 millions de FCFA, passant de 155 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 223 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

Autres charges externes

Elles ressortent à 4 014 millions de FCFA au 31 décembre 2015 contre 3 708 millions de FCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 8% en valeur relative.

3.1.1.3 Autres charges

Ils comprennent :

- les dotations aux amortissements qui se sont chiffrées à 1 015 millions de FCFA contre 941 millions de FCFA au 31 décembre 2014.
- les dotations aux provisions pour un montant de 7 900 millions de FCFA au 31 décembre 2015 contre 5 617 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 41% en valeur relative en relation avec les provisions requises par la dernière mission de vérification de la Commission Bancaire.
- les charges et pertes exceptionnelles sont passées de 1 869 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 630 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une baisse de 1 239 millions de FCFA.

Cette baisse est due d'une part, par l'amélioration de la situation de la trésorerie qui s'est traduit par une diminution des pénalités pour non-respect des réserves obligatoires qui sont passées de 511 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 359 millions de FCFA au 31 décembre 2015; et d'autre part par un redressement fiscal de 800 millions de FCFA payé en 2014.

- L'impôt sur le bénéfice s'est établi à 387 millions de FCFA contre 490 millions de FCFA au 31 décembre 2014.

3.1.2 PRODUITS

Ils passent de 24 930 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 27 533 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 2 603 millions de FCFA en valeur absolue et 10% en valeur relative.

Par rapport aux prévisions de produits de 24 742 millions de FCFA, le taux de réalisation s'est situé à 111%.

3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire

De 22 296 millions de FCFA au 31 décembre 2014 ils passent à 25 206 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 2 910 millions de FCFA en valeur absolue et 13% en valeur relative. Ils se décomposent ainsi :

Produits sur opérations de trésorerie	5 279 790 FCFA
Produits sur crédit de campagne	257 773 503 FCFA
Produits sur crédits ordinaires	13 517 832 975 FCFA
Commissions	9 295 352 899 FCFA
Produits sur opérations sur titres	226 755 231 FCFA
Produits divers d'exploitation	1 902 698 879 FCFA

Produits sur opérations de trésorerie

Ils ont connu une hausse de 113% par rapport à 2014 passant de 2 millions de FCFA à 5 millions de FCFA.

Produits sur crédits de campagne

Les produits sur les crédits de campagne sont passés de 7 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 258 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 251 millions de FCFA en valeur absolue.

Intérêts sur crédits ordinaires

Ils passent de 11 477 millions de FCFA en 2014 à 13 518 millions de FCFA en 2015 soit une hausse de 4 040 millions FCFA en valeur absolue et 18% en valeur relative.

Commissions

Les commissions perçues dans le cadre des opérations de services à la clientèle (virements locaux, opérations avec l'étranger ; paiements Moneygram, produits de transfert d'argent, encaissements de valeurs, la monétique etc ...) ont connu une hausse de 401 millions de FCFA passant 8 744 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 9 145 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

Produits sur opérations sur titres

Ils ont connu une baisse de 23 millions de FCFA passant de 249 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 226 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

Produits divers d'exploitation

Ils sont passés de 1 718 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 1 903 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 184 millions de FCFA en valeur absolue et 11% en valeur relative.

Produit Net Bancaire

Il passe de 14 807 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 16 948 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 2 141 millions de FCFA en valeur absolue. En comparaison aux prévisions budgétaires de 15 170 millions de FCFA le taux de réalisation se situe 112%.

3.1.2.2 Autres produits

Ils comprennent :

- ✓ les reprises de provisions qui passent de 1 702 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 2 017 millions de FCFA au 31 décembre 2015 sont ainsi réparties :
- les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses pour 1 901 millions

de FCFA contre 1 191 millions de FCFA au 31 décembre 2014

- les reprises de provisions sur créances purgées pour 6 millions de FCFA
- les reprises de provisions pour risques et charges pour 109 millions de FCFA
- ✓ les produits et profits exceptionnels sont passés de 932 millions de FCFA en 2014 à 311 millions de FCFA en 2015.

3.1.3 RESULTATS

Le résultat net de l'exercice 2015 s'est établi à 763 millions de FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 387 millions de FCFA) contre 687 millions de FCFA au 31 décembre 2014.

3.2 BILAN (tableaux 3-4)

3.2.1 ACTIF DU BILAN

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une hausse de 2 665 millions de FCFA passant de 11 516 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 14 181 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

Opérations avec la clientèle

Elles passent de 205 397 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 211 092 millions de FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 5 695 millions de FCFA en valeur absolue et 3% en valeur relative.

Portefeuille de titres

Ce poste connaît une hausse de 209 millions de FCFA passant de 3 754 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 3 962 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

3.2.2 PASSIF DU BILAN

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une baisse de 2 505 millions de FCFA passant de 24 777 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 22 272 millions FCFA au 31 décembre 2015.

Opérations avec la clientèle

Elles ont connu une hausse de 9 303 millions de FCFA passant de 157 472 millions de FCFA au 31 décembre 2014 à 166 775 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

Fonds propres et assimilés

Ils se chiffrent (avant intégration du résultat) à 34 531 millions de FCFA au 31 décembre 2015 contre 35 248 millions de FCFA au 31 décembre 2014.

3.3 RATIOS PRUDENTIELS (tableau 7)

Les fonds propres effectifs : pour un minimum requis de 1 000 millions F CFA les fonds propres effectifs se chiffrent à 33 507¹ millions de FCFA (avant intégration du résultat) au 31 décembre 2015.

Les fonds propres sur risques : ce ratio compare les fonds propres effectifs de la banque au numérateur, et au dénominateur les risques au bilan et hors bilan selon certains coefficients. Pour un minimum requis de 8%, ce ratio se situe à 15,62%.

Contrôle des crédits au personnel, dirigeants et contrôleurs : le montant global des concours pouvant être consenti aux personnes participant à la direction, à l'administration, au contrôle et au fonctionnement, ne doit pas dépasser 20% des fonds propres effectifs.

Le ratio est à 14,40%.

Le ratio de liquidité : ce ratio est destiné à mesurer le niveau de liquidité en comparant les avoirs et les créances à vue ou à moins de trois mois, à l'ensemble des engagements à moins de trois mois.

Pour un minimum de 75%, il est à 58, 80%.

Couverture des emplois à M.L.T par les ressources stables : ce ratio a pour objectif de mesurer la transformation des ressources opérée par la banque. Le niveau de transformation toléré est de 50% des ressources à Court Terme en emplois à Long Terme et donc le taux minimal de couverture admis est de 50%.

Il est à 162,63%.

¹ Les fonds propres effectifs ne tiennent pas compte des provisions demandées par la Commission Bancaire qui sont prises en charge dans le cadre du dossier de titrisation CNCAS / MEFP

TABLEAU 1

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2015

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANTS
Charges d'exploitation bancaire	8 258 021 118	Produits d'exploitation bancaire	25 205 693 277
Charges sur opérations de trésorerie	747 600 663	Produits sur opérations de trésorerie	5 279 790
Charges sur opérations avec la clientèle	3 569 478 907	Produits sur opérations avec la clientèle	23 070 959 377
Charges sur opérations de change	1 626 182	dont Produits sur crédits de campagne	257 773 503
Charges sur prestations de service	3 939 315 366	Produits sur crédits ordinaires	13 517 832 975
Charges générales d'exploitation	8 579 308 152	Commissions	9 295 352 899
Frais de personnel	4 342 542 494	Commissions diverses	9 144 756 630
Impôts et taxes	222 893 248	Commis° sur opérations de change	150 596 269
Autres charges externes	4 013 872 410	Commis° sur opérations de Travellers	0
		Produits sur opérations sur titres	226 755 231
Dotations aux amortissements	1 015 367 508	Produits divers d'exploitation	1 902 698 879
		Produits généraux d'exploitation	0
Dot. aux provisions créances dout.	5 289 996 282	Subvention d'exploitation	
Dot. aux provisions créances dout.	5 681 055 989		
Dot. aux provisions risques et charges	2 219 146 603	Reprise prov. Créances purgées	6 181 775
Dot. aux provisions sur Titres	0	Reprise prov. Risques et Charges	109 061 568
Charges et pertes exceptionnelles	630 335 643	Reprises de provisions dout. Litig.	1 901 469 677
Résultat provisoire	1 149 765 568	Produits et profits exceptionnels	310 594 285
Impôt sur le bénéfice	386 657 307		
Résultat net	763 108 261		
TOTAL	27 533 000 581	TOTAL	27 533 000 581

TABLEAU 2

DECOMPOSITION DU RESULTAT AU 31 Décembre 2015

Produits d'exploitation bancaire	25 205 693 277
dont produits s/opérations de trésorerie	5 279 790
Produits sur opérations avec la clientèle	23 070 959 377
Produits sur opérations sur titres	226 755 231
Autres produits d'exploitation bancaire	1 902 698 879
Charges d'exploitation bancaire	-8 258 021 118
Produit net bancaire	16 947 672 159
Charges générales d'exploitation	-8 579 308 152
Résultat avant amortissements et provisions	8 368 364 007
Dotations aux amortissements	-1 015 367 508
Résultat avant provisions	7 352 996 499
Reprises sur provisions	2 016 713 020
Dotations aux provisions	-7 900 202 592
Résultat d'exploitation	1 469 506 927
Produits et profits exceptionnels	310 594 285
Charges et pertes exceptionnelles	-630 335 643
Résultat avant impôt	1 149 765 568
Impôt sur le bénéfice	-386 657 307
Résultat de l'exercice	763 108 261

TABLEAU 3

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF

ACTIF	ANNEXES	MONTANTS BRUTS	AMORT/PROV.	MONTANTS NETS
Caisses et Banques		14 181 460 946	0	14 181 460 946
Caisses billets et monnaies	A1	5 242 066 927		5 242 066 927
BCEAO Comptes courants	A1	5 595 149 420		5 595 149 420
Banques et Correspondants	A1	1 688 422 824		1 688 422 824
CCP	A1	25 151 653		25 151 653
Dépôts de Garantie	A1	1 430 670 122		1 430 670 122
PRÊT A TERME	A1	200 000 000		200 000 000
Opérations avec la clientèle		243 357 043 992	32 265 165 226	211 091 878 766
Crédits de Campagne	A2	4 183 359 247		4 183 359 247
Crédits CT ordinaires	A2	71 673 309 148		71 673 309 148
Comptes ordinaires débiteurs	A2	55 854 475 063		55 854 475 063
Crédits MT	A2	32 227 845 590		32 227 845 590
Crédits LT	A2	7 876 404 722		7 876 404 722
Créances rattachées	A2	3 582 672 456		3 582 672 456
Impayés douteuses et litigieuses	A3	67 958 977 766	32 265 165 226	35 693 812 540
Opérat° s/titres/opérat° diverses		12 997 708 099	3 009 293 830	9 988 414 269
Titres de placement	A3	3 962 603 381		3 962 603 381
Débiteurs divers	A3	3 535 964 207	3 009 293 830	526 670 377
Chèques et effets à l'encaissement	A4	807 200 000		807 200 000
Comptes d'ordre et divers	A4	4 691 940 511		4 691 940 511
Valeurs immobilisées		18 414 878 394	11 099 681 646	7 315 196 748
Titres de Participation	A4	383 904 818	102 904 818	281 000 000
Dépôts et cautionnements	A4	327 001 098		327 001 098
Immobilisations Hors exploitation		1 313 911 154		1 313 911 154
Immobilisations d'exploitation	A5	16 390 061 324	10 996 776 828	5 393 284 496
TOTAL		288 951 091 431	46 374 140 702	242 576 950 729

TABLEAU 3 SUITE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

PASSIF

PASSIF	ANNEXES	MONTANT
Opérations de trésorerie		22 272 140 096
Banques et correspondants bancaires	A6	2 406 683 977
Dépôts à Terme	A6	561 766 119
Emprunts	A6	19 303 690 000
Autres sommes dues	A6	
Opérations avec la clientèle		166 775 047 257
Comptes ordinaires créditeurs	A6	81 109 779 949
Dépôts à terme	A6	52 943 493 164
Comptes d'épargne	A6	14 402 875 106
Dépôts de garantie	A6	10 521 547 811
Autres dépôts	A6	3 124 234 113
Emprunts à la clientèle	A6	2 247 262 473
Autres sommes dues à la clientèle	A6	1 436 403 812
Dettes rattachées	A6	989 450 829
Opérations sur titres et opérations diverses		18 235 199 370
Créditeurs divers	A7	3 181 007 607
Comptes d'ordres et divers	A7	15 054 191 763
Provisions, fonds propres et assimilés		34 531 455 745
Fonds de bonification	A8	105 789 183
Fonds de garantie	A8	14 758 683 983
Autres fonds affectés	A8	1 840 000 000
Provisions pour risques et charges	A8	363 182 300
Prime d'émission	A8	1 146 200 000
Réserves	A8	6 317 600 279
Capital	A8	10 000 000 000
Résultat de l'exercice		763 108 261
TOTAL		242 576 950 729

HORS BILAN		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	A7	20 679 324 617
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	A8	29 047 960 890
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	A9	17 745 599 553
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A8	17 739 980 210

TABLEAU 4

ETAT COMPARATIF DES BILANS 2014/2015 ACTIF

ACTIF	31/12/14 (1)	31/12/15 (2)	ECARTS (2-1)
Caisses et Banques	11 516 080 748	14 181 460 946	2 665 380 198
Caisses billets et monnaies	5 307 239 764	5 242 066 927	-65 172 837
BCEAO Comptes courants	1 184 993 188	5 595 149 420	4 410 156 232
Banques et Correspondants	2 808 724 545	1 688 422 824	-1 120 301 721
CCP	25 271 653	25 151 653	-120 000
Dépôts de Garantie	2 189 851 598	1 430 670 122	-759 181 476
Opérations avec la clientèle	205 396 500 838	211 091 878 766	5 695 377 928
Crédits de Campagne	0	4 183 359 247	4 183 359 247
Crédits CT ordinaires	48 785 010 622	71 673 309 148	22 888 298 526
Comptes ordinaires débiteurs	73 092 237 622	55 854 475 063	-17 237 762 559
Crédits MT	37 622 766 837	32 227 845 590	-5 394 921 247
Crédits LT	7 426 657 129	7 876 404 722	449 747 593
Créances rattachées	2 423 740 284	3 582 672 456	1 158 932 172
Impayés immobilisés	30 510 936 861	21 007 777 331	-9 503 159 530
Créances douteuses et litigieuses	5 535 151 483	14 686 035 209	9 150 883 726
Opérations s/titres et opérations diverses	9 550 233 931	9 988 414 269	438 180 338
Titres de placement	3 754 024 072	3 962 603 381	208 579 309
Débiteurs divers	1 362 977 854	526 670 377	-836 307 477
Chèques et effets à l'encaissement	88 000 000	807 200 000	719 200 000
Comptes d'ordre et divers	4 345 232 005	4 691 940 511	346 708 506
Valeurs immobilisées	7 054 505 061	7 315 196 748	260 691 687
Titres de Participation	281 000 000	281 000 000	0
Dépôts et cautionnements	261 027 053	327 001 098	65 974 045
Immobilisations hors exploitation	895 641 475	1 313 911 154	418 269 679
Immobilisations d'exploitation	5 616 836 533	5 393 284 496	-223 552 037
TOTAL	233 517 320 578	242 576 950 729	9 059 630 151

TABLEAU 4 SUITE

ETAT COMPARATIF DES BILANS 2014/2015

PASSIF

PASSIF	31/12/14 (1)	31/12/15 (2)	ECARTS (2-1)
Opérations de trésorerie	24 777 400 236	22 272 140 096	-2 505 260 140
Banques et correspondants	2 260 876 241	2 406 683 977	145 807 736
Dépôts à terme	2 521 523 995	561 766 119	-1 959 757 876
Emprunts	19 995 000 000	19 303 690 000	-691 310 000
Opérations avec la clientèle	157 472 225 638	166 775 047 257	9 302 821 619
Comptes ordinaires créditeurs	73 968 145 969	81 109 779 949	7 141 633 980
Dépôts à terme	50 334 374 677	52 943 493 164	2 609 118 487
Comptes d'épargne	13 324 420 313	14 402 875 106	1 078 454 793
Dépôts de garantie	10 610 963 578	10 521 547 811	-89 415 767
Autres dépôts	1 225 200 736	3 124 234 113	1 899 033 377
Emprunts à la clientèle	3 067 424 047	2 247 262 473	-820 161 574
Autres sommes dues à la clientèle	3 944 899 846	1 436 403 812	-2 508 496 034
Dettes rattachées	996 796 472	989 450 829	-7 345 643
Opérations s/titres et opérations diverses	15 332 335 336	18 235 199 370	2 902 864 034
Créditeurs divers	2 731 615 047	3 181 007 607	449 392 560
Comptes d'ordre et divers	12 600 720 289	15 054 191 763	2 453 471 474
Provisions, Fonds propres et assimilés	35 248 086 789	34 531 455 745	-716 631 044
Fonds de bonification	289 986 479	105 789 183	-184 197 296
Fonds de garantie	16 134 018 221	14 758 683 983	-1 375 334 238
Autres fonds affectés	1 840 000 000	1 840 000 000	0
Provisions p/ risques et charges	207 554 389	363 182 300	155 627 911
Prime d'émission	1 146 200 000	1 146 200 000	0
Réserves	5 741 127 700	6 317 600 279	576 472 579
Capital	9 889 200 000	10 000 000 000	110 800 000
Résultat de l'exercice	687 272 579	763 108 261	75 835 682
TOTAL	233 517 320 578	242 576 950 729	9 059 630 151

TABLEAU 5

ETAT COMPARATIF DES RESULTATS 2014/2015

CHARGES	31/12/14 (1)	31/12/15 (2)	ECARTS (2-1)
Charges d'exploitation bancaire	7 488 988 311	8 258 021 118	769 032 807
Charges s/opérations de trésorerie	874 887 731	749 226 845	-125 660 886
Charges s/opérations avec la clientèle	2 804 808 793	3 569 478 907	764 670 114
Charges s/prestation de service	3 809 291 787	3 939 315 366	130 023 579
Charges générales d'exploitation	7 836 808 779	8 579 308 152	742 499 373
Frais de personnel	3 973 423 595	4 342 542 494	369 118 899
Impôts et taxes	155 397 530	222 893 248	67 495 718
Autres charges externes	3 707 987 654	4 013 872 410	305 884 756
Dotations aux amortissements	940 525 946	1 015 367 508	74 841 562
Dotations aux provisions	5 616 733 365	7 900 202 592	2 283 469 227
Charges et pertes exceptionnelles	1 869 417 736	630 335 643	-1 239 082 093
Impôt sur le bénéfice	490 153 526	386 657 307	-103 496 219
Résultat de l'exercice	687 272 579	763 108 261	75 835 682
TOTAL	24 929 900 242	27 533 000 581	2 603 100 339

PRODUITS			
Produits d'exploitation bancaire	22 295 715 578	25 205 693 277	2 909 977 699
Produits s/opérations de trésorerie	2 475 351	5 279 790	2 804 439
Produits s/opérations avec la clientèle	20 325 397 015	23 070 959 377	2 745 562 362
Produits s/crédit de campagne	6 692 839	257 773 503	251 080 664
Produits s/crédits ordinaires	11 477 495 322	13 517 832 975	2 040 337 653
Commissions	8 841 208 854	9 295 352 899	454 144 045
Cions diverses	8 744 139 070	9 144 756 630	400 617 560
Cions s/opérations de change	97 069 784	150 596 269	53 526 485
Produits s/opérations sur titres	249 473 623	226 755 231	-22 718 392
Produits divers d'exploitation bancaire	1 718 369 589	1 902 698 879	184 329 290

Reprises de provisions dout. Litig	1 191 407 955	1 901 469 677	710 061 722
Reprise prov créances purgées	83 415 700	6 181 775	-77 233 925
Reprise prov Risques et Charges	427 097 357	109 061 568	-318 035 789
Produits et profits exceptionnels	932 263 653	310 594 285	-621 669 368
TOTAL	24 929 900 243	27 533 000 581	2 603 100 338

TABLEAU 6

ETAT COMPARATIF DES RESULTATS 2014/2015

CHARGES	31/12/14 (1)	31/12/15 (2)	ECARTS (2-1)
Charges d'exploitation bancaire	7 488 988 311	8 258 021 118	769 032 807
Charges s/opérations de trésorerie	874 887 731	749 226 845	-125 660 886
Charges s/opérations avec la clientèle	2 804 808 793	3 569 478 907	764 670 114
Charges s/prestation de service	3 809 291 787	3 939 315 366	130 023 579
Charges générales d'exploitation	7 836 808 779	8 579 308 152	742 499 373
Frais de personnel	3 973 423 595	4 342 542 494	369 118 899
Impôts et taxes	155 397 530	222 893 248	67 495 718
Autres charges externes	3 707 987 654	4 013 872 410	305 884 756
Dotations aux amortissements	940 525 946	1 015 367 508	74 841 562
Dotations aux provisions	5 616 733 365	7 900 202 592	2 283 469 227
Charges et pertes exceptionnelles	1 869 417 736	630 335 643	-1 239 082 093
Impôt sur le bénéfice	490 153 526	386 657 307	-103 496 219
Résultat de l'exercice	687 272 579	763 108 261	75 835 682
TOTAL	24 929 900 242	27 533 000 581	2 603 100 339

PRODUITS			
Produits d'exploitation bancaire	22 295 715 578	25 205 693 277	2 909 977 699
Produits /opérations de trésorerie	2 475 351	5 279 790	2 804 439
Produits s/opérations avec la clientèle	20 325 397 015	23 070 959 377	2 745 562 362
Produits s/crédit de campagne	6 692 839	257 773 503	251 080 664
Produits s/crédits ordinaires	11 477 495 322	13 517 832 975	2 040 337 653
Commissions	8 841 208 854	9 295 352 899	454 144 045
Cions diverses	8 744 139 070	9 144 756 630	400 617 560
Cions s/opérations de change	97 069 784	150 596 269	53 526 485
Produits s/opérations sur titres	249 473 623	226 755 231	-22 718 392
Produits divers d'exploitation bancaire	1 718 369 589	1 902 698 879	184 329 290
Reprises de provisions dout. Litig	1 191 407 955	1 901 469 677	710 061 722
Reprise prov créances purgées	83 415 700	6 181 775	-77 233 925
Reprise prov Risques et Charges	427 097 357	109 061 568	-318 035 789
Produits et profits exceptionnels	932 263 653	310 594 285	-621 669 368
RESULTAT DE L'EXERCICE	24 929 900 243	27 533 000 581	2 603 100 338

TABLEAU 7

EVOLUTION DU RESULTAT 2014/2015

	31/12/14 (1)	31/12/15 (2)	ECARTS (2-1)
Produits d'exploitation bancaires	22 295 715 578	25 205 693 277	2 909 977 699
Charges d'exploitation bancaires	-7 488 988 311	-8 258 021 118	769 032 807
Produit net bancaire	14 806 727 267	16 947 672 159	2 140 944 892
Charges générales d'exploitation	-7 836 808 779	-8 579 308 152	742 499 373
Résultat avant amortissements & provisions	6 969 918 488	8 368 364 007	1 398 445 519
Dotations aux amortissements	-940 525 946	-1 015 367 508	74 841 562
Reprises sur prov et sur amort.	510 513 057	115 243 343	-395 269 714
Reprise prov créances purgées	1 191 407 955	1 901 469 677	710 061 722
Dotations aux provisions	-5 616 733 365	-7 900 202 592	2 283 469 227
Résultat d'exploitation	2 114 580 189	1 469 506 927	-645 073 262
Produits et profits exceptionnels	932 263 653	310 594 285	-621 669 368
Charges et pertes exceptionnelles	-1 869 417 736	-630 335 643	-1 239 082 093
Résultat avant impôt	1 177 426 105	1 149 765 568	-27 660 537
Impôt sur le bénéfice	-490 153 526	-386 657 307	-103 496 219
RESULTAT DE L'EXERCICE	687 272 579	763 108 261	75 835 682





Rapport Annuel 2 0 1 5



CREDIT AGRICOLE

Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal

Place de l'Indépendance - Ex Immeuble Air Afrique
31-33, Rue Elhadji Amadou Assane NDOYE x Colbert DAKAR - Sénégal
BP. : 3890 Dakar › **Tél.:** (221) 33 839 36 36 › **Fax :** (221) 33 821 26 06